

**ASSEMBLEE NATIONALE**

17 décembre 2007

POUVOIR D'ACHAT - (n° 498)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

**AMENDEMENT**

N° 68

présenté par

M. Cahuzac, Mme Marisol Touraine, M. Emmanuelli, M. Le Bouillonnet, M. Gorce,  
M. Muet, M. Brottes, M. Balligand, Mme Imbert, M. Goua, Mme Le Loch,  
M. Liebgott, M. Gille, Mme Mazetier, M. Issindou, M. Roy,  
et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL**

**APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant :**I. – L'article 235 *ter* ZB du code général des impôts est ainsi rétabli :

« *Art. 235 ter ZB.* – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, lorsque leur bénéfice imposable déterminé conformément à l'article 209 est, au titre de l'année considérée, supérieur de plus de 20 % au bénéfice de l'année précédente, les sociétés dont l'objet principal est d'effectuer la première transformation du pétrole brut ou de distribuer les carburants issus de cette transformation sont assujetties à une contribution égale à 40 % de l'impôt sur les sociétés calculé sur leurs résultats imposables aux taux mentionnés aux I et IV de l'article 219. »

II. – L'article 39 *ter* D du code général des impôts est ainsi rétabli :

« *Art. 39 ter D.* – 1° Les sociétés dont l'objet principal est d'effectuer la première transformation du pétrole brut ou de distribuer les carburants issus de cette transformation sont autorisées à déduire de leur contribution à l'impôt sur les sociétés, dans la limite de 25 % de cette contribution, une provision pour le développement de la recherche dans les énergies renouvelables ainsi que pour les moyens modaux alternatifs au transport routier ».

« 2° Les bénéficiaires affectés à cette provision à la clôture de chaque exercice doivent être employés, dans un délai de deux ans à partir de cette date :

« – soit à des travaux de recherche réalisés pour le développement des énergies renouvelables,

---

« – soit à une contribution financière à l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF).

« 3° À l'expiration du délai de deux ans, les sommes non utilisées dans le cadre prévu au 2° sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice en cours. »

### **EXPOSÉ SOMMAIRE**

Dans un contexte de tension très forte sur les prix des produits pétroliers comparable à celle que connaît aujourd'hui l'économie mondiale, le Gouvernement précédent et les députés socialistes avaient mis en place, dans le cadre de l'article 11 de la Loi de Finances pour 2001, un prélèvement exceptionnel sur les compagnies pétrolières.

Depuis 3 ans, les prix des carburants ont augmenté de 26,2 %, entraînant une croissance des dépenses annuelles de ménages évaluée à 7 milliards d'euros supplémentaires par les associations de consommateurs. Les compagnies pétrolières ont pour leur part largement bénéficié de l'augmentation des prix avec des niveaux de rentabilité économiques proches de 35 %.

Les compagnies pétrolières ne réinvestissent que la moitié de ces bénéfices au mieux, et la part consacrée au développement des énergies renouvelables est infime.

Dans ce cadre, cet amendement propose une majoration de l'impôt sur les sociétés pour les compagnies pétrolières. Il est également proposé une diminution plafonnée de cette imposition exceptionnelle compte tenu des investissements réalisés dans les énergies renouvelables ou pour le financement de l'AFITF.